

APAS
455 Avenue de Verdun
84488 APT

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

18, avenue du Rhin 67100 STRASBOURG • Tél : 03 90 20 05 80 • NOS BUREAUX : STRASBOURG | METZ | PARIS
E-mail : info@gestion-strategies.fr • Internet : www.gestion-strategies.fr • N° formateur : 426 703 862 67

• SARL au capital de 800 000 € • RCS Strasbourg 495 241 853 • Siret : 495 241 853 00029 • Code APE : 6920Z • TVA intracommunautaire : FR 454 952 418 53
SOCIÉTÉ INSCRITE AU TABLEAU DE L'ORDRE DES EXPERTS COMPTABLES D'ALSACE ET DE LA COMPAGNIE RÉGIONALE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE COLMAR

A l'assemblée générale de l'association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'**APAS** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire au compte, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Dans le cadre de nos contrôles, nous avons ainsi vérifié la correcte prise en compte du principe de séparation des exercices et validé les assertions d'exhaustivité et de séparation sur les subventions d'exploitation, les concours publics et les autres contributions financières accordées à l'association.

Les postes subventions d'exploitation, concours publics et autres contributions financières accordées à l'association ont fait l'objet d'un contrôle particulier, ces rubriques constituant une zone déterminante pour l'audit des comptes annuels. Un contrôle de justification des sommes enregistrées a ainsi été réalisé, par rapprochement avec les éléments contractuels. Ce contrôle a permis de conclure à l'absence d'anomalie.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres de l'association

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du président et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne,

- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne,
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels,
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier,
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Strasbourg, le 10 avril 2024

Pour la société AUDITORIA
Dan GOMPEL
Commissaire aux Comptes

Signé électroniquement le 10/04/2024 par
Dan Gompel

BILAN

Actif	Du 01/01/2023 au 31/12/2023			31.12.2022
	Brut	Amort	Net	Total
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	4 568,44	4 568,44		
FRAIS D'ETABLISSEMENT				
FRAIS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT				
DONATIONS TEMPORAIRES D'USUFRUIT				
CONCES. BREVETS LICENCES LOGICIELS DROITS & VAL SIMILAIRES	4 568,44	4 568,44		
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
AVANCES ET ACOMPTES (INCORPORELLES)				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	112 766,02	107 779,23	4 986,79	9 707,05
TERRAINS				
CONSTRUCTIONS				
INSTALLATION TECHNIQUE, MAT ET OUTILLAGE INDUS.	112 766,02	107 779,23	4 986,79	9 707,05
IMMOBILISATIONS EN COURS				
AVANCES ET ACOMPTES				
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	50 287,50	2 018,12	48 269,38	47 259,38
PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES				
AUTRES TITRES IMMOBILISES	50 287,50	2 018,12	48 269,38	47 259,38
PRETS				
AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
TOTAL ACTIF IMMOBILISE (1)	167 621,96	114 365,79	53 256,17	56 966,43
STOCKS ET EN-COURS				
MATIERES PREMIERES, APPROVISIONNEMENTS				
EN-COURS DE PRODUCTION DE BIENS				
EN-COURS DE PRODUCTION DE SERVICES				
PRODUITS INTERMEDIAIRES ET FINIS				
MARCHANDISES				
CREANCES D'EXPLOITATION	190 457,04		190 457,04	72 811,92
CREANCES CLIENTS, USAGERS ET COMPTES RATTACHES	17 991,00		17 991,00	15 200,00
CREANCES RECUES PAR LEGS ET DONATIONS				
AUTRES CREANCES	172 466,04		172 466,04	57 611,92
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
INSTRUMENTS DE TRESORERIE				
DISPONIBILITES	376 088,65		376 088,65	456 546,72
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	590,40		590,40	360,00
TOTAL ACTIF CIRCULANT (2)	567 136,09		567 136,09	529 718,64
FRAIS D'EMISSION DES EMPRUNTS (3)				
PRIMES DE REMBOURSEMENTS DES OBLIGATIONS / EMPRUNTS (4)				
ECART DE CONVERSION ACTIF (5)				
TOTAL GENERAL	734 758,05	114 365,79	620 392,26	586 685,07

BILAN

Passif	31/12/2023 Montant	31.12.2022 Total
FONDS PROPRES		
FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE		
FONDS PROPRES STATUTAIRES		
FONDS PROPRES COMPLEMENTAIRES		
FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE		
FONDS PROPRES STATUTAIRES		
FONDS PROPRES COMPLEMENTAIRES		
ECART DE REEVALUATION		
RESERVES		
RESERVES STATUTAIRES OU CONTRACTUELLES		
RESERVES POUR PROJET DE L'ENTITE		
AUTRES RESERVES		
REPORT A NOUVEAU	344 391,69	340 653,79
EXEDENT OU DEFICIT DE L'EXERCICE	-5 620,93	3 737,90
SITUATION NETTE (1)	338 770,76	344 391,69
AUTRES FONDS		
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	1 909,80	4 825,96
PROVISIONS REGLEMENTEES		
TOTAL AUTRES FONDS (2)	1 909,80	4 825,96
TOTAL FONDS PROPRES (1 + 2)	340 680,56	349 217,65
FONDS REPORTEES LIES AUX LEGS ET DONATIONS		
FONDS DEDIES		25 586,24
TOTAL FONDS REPORTEES ET DEDIES (3)		25 586,24
PROVISIONS POUR RISQUES		6 215,00
PROVISIONS POUR CHARGES	42 502,00	37 844,00
TOTAL PROVISIONS (4)	42 502,00	46 059,00
DETTES		
DETTES FINANCIERES		
EMPRUNTS OBLIGATAIRES ET ASSIMILES (TITRES ASSOCIATIFS)		
EMPRUNTS ET DETTES AUPRES D'ETABLISSEMENTS DE CREDIT		
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERS		
DETTES D'EXPLOITATION		
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	15 897,26	12 450,02
DETTES DES LEGS OU DONATION		
DETTES FISCALES ET SOCIALES	111 410,90	88 799,10
DETTES DIVERSES		
DETTES SUR IMMOBILISATIONS ET COMPTES RATTACHES		
AUTRES DETTES	267,98	2 244,99
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	109 633,56	62 328,07
TOTAL DETTES (5)	237 209,70	165 822,18
ECARTS DE CONVERSION PASSIF (6)		
TOTAL GENERAL	620 392,26	586 685,07

COMPTE DE RESULTAT

Sélection période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Toutes les écritures

	Du 01/01/2023 au 31/12/2023		31.12.2022
	Montant	Total	Total
PRODUITS D'EXPLOITATION			
COTISATIONS	3 219.67		2 600.00
VENTES DE BIENS			
DONT VENTES DE DONS EN NATURE			
VENTES DE PRESTATIONS DE SERVICE	53 621.60		82 432.06
DONT PARRAINAGES			
VENTES DE BIENS ET SERVICES		53 621.60	82 432.06
CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	665 640.72		649 280.14
VERSEMT. DES FONDATEURS OU CONSOMMAT. DOTATION CONSOMPT.			
RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	4 449.18		1 888.93
DONS MANUELS	4 449.18		1 888.93
MECENATS			
LEGS, DONATIONS ET ASSURANCES-VIE			
CONTRIBUTIONS FINANCIERES			
PRODUITS DE TIERS FINANCEURS		690 089.90	651 169.07
REPRISES / AMORT., DEPRECIAT. PROV. ET TRANSFERT CHGS	8 215.00		39 917.14
UTILISATIONS DES FONDS DEDIES	25 586.24		2 302.00
AUTRES PRODUITS	13 585.75		13 006.70
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (1)		794 298.16	791 426.97
CHARGES D'EXPLOITATION			
ACHATS DE MARCHANDISES			
VARIATION DE STOCK			
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES	150 084.56		118 077.93
AIDES FINANCIERES			
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	29 373.00		21 457.06
SALAIRES ET TRAITEMENTS	490 954.77		472 517.61
CHARGES SOCIALES	133 181.41		123 504.16
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX DEPRECIATIONS	5 099.25		7 190.64
DOTATIONS AUX PROVISIONS	4 658.00		6 548.00
REPORTS EN FONDS DEDIES			
AUTRES CHARGES	2.36		37 157.96
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (2)		813 353.35	786 453.36
RESULTAT D'EXPLOITATION (1-2)		-19 055.19	4 973.61

COMPTE DE RESULTAT

	Du 01/01/2023 au 31/12/2023		31.12.2022
	Montant	Total	Total
PRODUITS FINANCIERS			
DE PARTICIPATION			
D'AUTRES VALEURS MOBILIERES ET CREANCES DE L'ACTIF IMMOBILISE	1 150.00		1 150.00
AUTRES INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES	3 279.11		1 935.40
REPRISES SUR PROVISIONS, DEPRECIATIONS ET TRANSFERT DE CHARGE	1 010.00		
DIFFERENCES POSITIVES DE CHANGE			
PRODUITS NETS SUR CESSIONS VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT			
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (3)		5 439.11	3 085.40
CHARGES FINANCIERES			
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, AUX DEPRECIATIONS ET AUX PROVISIONS			3 028.12
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES			
DIFFERENCES NEGATIVES DE CHANGE			
CHARGES NETTES SUR CESSIONS DE VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT			
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES (4)			3 028.12
RESULTAT FINANCIER (3-4)		5 439.11	57.28
PRODUITS EXCEPTIONNELS			
SUR OPERATIONS DE GESTION			
SUR OPERATIONS EN CAPITAL	10 916.16		3 277.05
REPRISES SUR PROVISIONS, DEPRECIATIONS ET TRANSFERT DE CHARGES			
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (5)		10 916.16	3 277.05
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
SUR OPERATIONS DE GESTION	2 567.01		4 246.04
SUR OPERATION EN CAPITAL			
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, AUX DEPRECIATIONS ET AUX PROVISIONS			
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (6)		2 567.01	4 246.04
RESULTAT EXCEPTIONNEL (5-6)		8 349.15	-968.99

COMPTE DE RESULTAT

	Du 01/01/2023 au 31/12/2023		31.12.2022
	Montant	Total	Total
PARTICIPATION DES SALAIRES AUX RESULTATS (7)			
IMPOTS SUR LES BENEFICES (8)	354.00		324.00
TOTAL DES PRODUITS (1+3+5)		810 653.43	797 789.42
TOTAL DES CHARGES (2+4+6+7+8)		816 274.36	794 051.52
SOLDE CREDITEUR = BENEFICE			3 737.90
SOLDE DEBITEUR = PERTE		5 620.93	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
DONS EN NATURE			26 529.65
PRESTATION EN NATURE	70 592.76		57 822.31
BENEVOLAT	23 656.63		
TOTAL CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		94 249.39	84 351.96
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
SECOURS EN NATURE			
MISES A DISPOSITION GRATUITE DE BIENS	70 592.76		57 822.31
PRESTATION EN NATURE			
PERSONNEL BENEVOLE	23 656.63		26 529.65
TOTAL CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		94 249.39	84 351.96

COMPTE DE RESULTAT

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR NATURE

Répartition par nature de charges		Répartition par nature de ressources	
TOTAL (875)	0.00	870 Dons en nature	
861 Mise à disposition gratuite de biens		870000 Dons en nature	0.00
861000 Mise à dispo. gratuite de biens-locaux...	70 592.76	TOTAL (870)	0.00
TOTAL (861)	70 592.76	871 Prestations en nature	
864 Personnel bénévole		871000 Prestations en nature	70 592.76
864000 Personnel bénévole	23 656.63	TOTAL (871)	70 592.76
		875 Bénévolat	
		875000 Bénévolats	23 656.63
		TOTAL (864)	23 656.63
Total charges contributions volontaires	94 249.39	Total produits contributions volontaires	94 249.39

ANNEXE COMPTABLE

Annexe au bilan, avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2023, dont le total est de 620 392,26 € et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de tableau, et dégageant un déficit de - 5 620,93 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01.01.2023 au 31.12.2023.

Les notes et tableaux présentés ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

1. Informations générales

Association loi 1901 reconnue d'intérêt général qui a pour but la promotion d'une animation sociale s'inscrivant dans une dynamique de prévention globale, de responsabilité et d'autonomie, de participation à la vie sociale, culturelle et économique. Elle s'appuie sur les orientations d'échanges et rencontres, d'accueil, d'information et formations.

2. Evénements significatifs et faits caractéristiques

L'activité en 2023 est normale et dans la continuité de 2022. Toutefois il est à noter l'arrêt au 31 décembre de l'ASV et d'une baisse du marché ASSL avec le Conseil Départemental. Mouvement de personnel influant sur la masse salariale avec 3 ruptures conventionnelles et maintien d'un CDD en remplacement d'un salarié (congés pour présence parental). Le Bénévolat est stable par rapport à 2022 mais ne retrouve pas son niveau d'avant covid.

3. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par règlement ANC n° 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif et au règlement ANC n° 2014-03 relatif au plan comptable général

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- image fidèle.
- régularité et sincérité.
- prudence.
- comparabilité et continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

► ► Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

►► Amortissement et dépréciation de l'actif

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation. Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

Actifs	Durée (année)
Logiciels informatiques	de 01 à 03
Brevets	7
Agencements, aménagements des terrains	de 06 à 10
Constructions	de 10 à 20
Agencement des constructions	12
Matériel et outillage industriels	5
Agencements, aménagements, installations	de 06 à 10
Matériel de transport	4
Matériel de bureau et informatique	de 02 à 10
Mobilier	de 04 à 10

►► Stocks NEANT

►► Créances

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non-recouvrement.

►► Provisions pour risques et charges

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

►► Indemnité de fin de carrière

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entreprise au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités.

L'association a décidé de provisionner le montant des engagements pour départ à la retraite dans ses comptes. Le mode de calcul est indiqué dans l'annexe.

►► Cotisations

L'association ne pouvant justifier d'un droit d'agir en recouvrement sur ses appels de cotisations, elles sont comptabilisées en produit lors de leur encaissement effectif.

►► Contributions volontaires

Conformément au règlement comptable, les contributions volontaires ont fait l'objet d'une valorisation dans les conditions suivantes : exemples

Les contributions en travail sont valorisées aux tarifs du personnel de remplacement

Les contributions en biens et services sont valorisées pour leur coût réel soit au prix de marché. Par prudence les coûts minima ont été retenus.

4. Changement de méthode NEANT

5. Notes sur le bilan actif :

►► Immobilisations :

Les mouvements de l'exercice sont détaillés dans les tableaux ci-dessous

	Valeurs en début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs en fin d'exercice
		Augmentations		Diminutions		
		Réévaluations	Acquisitions	Virent poste à poste	Cessions	
Frais d'établissement et de développement	4 568					4 568
Donations temporaires d'usufruit						0
Autres						0
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	4 568	0	0	0	0	4 568
Terrains						0
Constructions sur sol propre						0
sur sol d'autrui						0
Instal. Agencement aménagement						0
Instal. Technique, matériel outillage industriels	33 162		379			33 541
Instal. , agencement, aménagement divers	21 583					21 583
Matériel de transport	9 438				7 000	2 438
Matériel de bureau, informatique et mobilier	55 204					55 204
Emballages récupérables et divers						0
Immobilisations corporelles en cours						0
Avances et acomptes						0
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	119 387	0	379	0	7 000	112 766
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES						0
Participations évaluées en équivalence						0
Autres participations						0
Autres titres immobilisés	50 000					50 000
Prêts et autres immobilisations financières	288					288
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	50 288	0	0	0	0	50 288
TOTAL	174 243	0	379	0	7 000	167 622

►► Amortissements et dépréciations d'actif :

	Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements en fin d'exercice
		Dotations	Diminutions	
Frais d'établissement et de développement				0
Donations temporaires d'usufruit				0
Autres	4 568			4 568
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	4 568	0	0	4 568
Terrains				0
Constructions sur sol propre				0
sur sol d'autrui				0
Instal. Agencement aménagement				0
Instal. Technique, matériel outillage industriels				0
Instal. , agencement, aménagement divers	51 791	842		52 634
Matériel de transport	6 696	2 292	7 000	1 988
Matériel de bureau, informatique et mobilier	51 192	1 965		53 157
Emballages récupérables et divers				0
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	109 680	5 099	7 000	107 779
TOTAL	114 248	5 099	7 000	112 348

►► Etat des créances :

	Montant brut	A un an	A plus d'un an
Actif immobilisé	50 288		50 288
Actif circulant & charges d'avance	191 047	191 047	
TOTAL	241 335	191 047	50 288

►► Provisions pour dépréciation

	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Stocks et en cours				0
Comptes de tiers				0
Comptes financiers	3 028		1 010	2 018
TOTAL	3 028	0	1 010	2 018

6. Notes sur le bilan passif

►► Variation des fonds associatifs

	Fonds propres à l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres à la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise					0
Fonds propres avec droit de reprise					0
Ecart de réévaluation					0
Réserves statutaires ou contractuelles					0
Réserves pour projet de l'entité					0
Autres réserves					0
Report à nouveau	340 654	3 738			344 392
Excédent ou déficit de l'exercice	3 738	-3 738		5 621	-5 621
Situation nette	344 392	0	0	5 621	338 771
Fonds propres consommables					0
Subventions d'investissement	4 826			2 916	1 910
Provisions réglementées					0
TOTAL	4 826	0	0	2 916	1 910

►► Variation des fonds dédiés

	Fonds dédiés à l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisation		Transferts entre fonds dédiés	Fonds dédiés à la clôture	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
Subventions d'exploitation	25 586	0	25 586	0	0	0	0
FONDATION France Besoin D'ici et d'ailleurs	25 586		25 586			0	0
TOTAL	25 586	0	25 586	0	0	0	0

►► Provisions pour risques et charges

Reconstruction gisements miniers et pétroliers				0
Provisions pour investissement				0
Provisions pour hausse des prix				0
Provisions pour amortissements dérogatoires				0
Provisions autres				0
TOTAL PROVISIONS REGLEMENTEES	0	0	0	0
Pour litiges				0
Pour garanties données aux clients				0
Pour pertes sur marchés à terme				0
Pour amendes et pénalités				0
Pour pertes de change				0
Pour pensions et obligations similaires	37 844	4 658		42 502
Pour impôts				0
Pour renouvellement des immobilisations				0
Provisions pour gros entretiens et grandes révisions				0
Pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				0
Autres	8 215		8 215	0
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGE	46 059	4 658	8 215	42 502
Sur immobilisations				0
Sur stocks et encours				0
Sur comptes clients, usagers				0
Sur créances reçues par legs ou donations				0
Autres				0
TOTAL PROVISIONS POUR DEPRECIATION	0	0	0	0
TOTAL GENERAL	46 059	4 658	8 215	42 502
Dont dotations et reprises	d'exploitation financières exceptionnelles	4 658	8 215	

► ► Subventions d'investissement

Nom du financeur	Motif de la subvention	Montant au début de l'exercice	Nouvelle subvention de l'exercice	Annulation de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
CAF	EQUIPEMENT	7 115		7 115	0
DIRECCTE	CAMION	8 429			8 429
FONDATION France	CAMION	2 107			2 107
PREFECTURE VAUCLUSE	CITERNE / BROYEUR	2 327			2 327
					0
					0
					0
					0
					0
					0
					0
					0
					0
TOTAL SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		19 978	0	7 115	12 864

Nom du financeur	Motif de la subvention	Montant au début de l'exercice	Quote-part virée au résultat sur l'exercice	Reprise de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
CAF	EQUIPEMENT	7 048	67	7 115	0
DIRECCTE	CAMION	6 122	1 948		8 070
FONDATION France	CAMION	1 582	436		2 017
PREFECTURE VAUCLUSE	CITERNE / BROYEUR	401	465		867
					0
					0
					0
					0
					0
					0
					0
					0
					0
TOTAL SUBVENTIONS INSCRITES AU RESULTAT		15 152	2 916	7 115	10 954

►► Etat des dettes

	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	15 897	15 897		
Dettes fiscales & sociales	111 411	111 411		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	268	268		
Produits constatés d'avance	109 634	109 634		
TOTAL	237 210	237 210	0	0

6. Notes sur le compte de résultat

►► Concours publics et subventions

Autorités administratives	Motif de la subvention	Montant notifié sur l'exercice	Montant perçu sur l'exercice	Montant perçu d'avance et reporté sur l'exercice	Montant restant à percevoir sur l'exercice suivant	Montant perçu d'avance reporté sur l'exercice suivant	Montant enregistré sur l'exercice
ETAT	DIRECTE	47 539	0	22 525	47 539		70 064
ETAT	PDV	43 500	43 500	2 400	0	1 200	44 700
ETAT	ARS	132 121	132 121		0		132 121
ETAT	POLE EMPLOI	31 200	0	25 600	31 200		56 800
CONS DEPTL	FONCTIONNEMENT	45 133	45 133	2 445	0	2 222	45 356
CONS DEPTL	PDV	5 500	5 500		0		5 500
VILLE	AGC FONC	82 800	82 800		0		82 800
VILLE	PDV	17 000	6 000		11 000		17 000
CAF	FONC CNAF	25 850	15 620		10 230		25 850
CAF	OFFRE SERVICE	12 000	0		12 000		12 000
CAF	AGC DEPLAFONNEMENT	16 000	11 200		4 800		16 000
MSA	FONCTIONNEMENT	6 850	6 850		0		6 850
CCPAL	CLS	10 000	0		10 000		10 000
FONDATION	Fondation 3 Cyprès "pas à pas"	5 000	0		5 000		5 000
TOTAL SUBVENTIONS D'EXPLOITATION		480 493	348 724	52 970	131 769	3 422	530 040

Autorités administratives	Motif du concours public	Montant notifié sur l'exercice	Montant perçu sur l'exercice	Montant perçu d'avance et reporté sur l'exercice	Montant restant à percevoir sur l'exercice suivant	Montant perçu d'avance reporté sur l'exercice suivant	Montant enregistré sur l'exercice
ETAT	FONJEP	3 554	3 554		0		3 554
ETAT	ASP	15 493	15 493		0		15 493
CAF		136 403	110 849	7 850	25 554	7 700	136 554
TOTAL DES CONCOURS PUBLICS		155 450	129 895	7 850	25 554	7 700	155 600

► ► Tableau relatif aux produits et charges exceptionnels

Produits exceptionnels	10 916
Sur opérations de gestion	
Produits de cession des éléments d'actif	
Produits sur exercices antérieurs	
Reprises sur provisions et transferts de charges	10 916
Charges exceptionnelles	2 567
Sur opérations de gestion	
Valeurs nettes comptables des éléments d'actif cédés	
Dotations aux provisions	
Charges sur exercices antérieurs	2 567
RESULTAT EXCEPTIONNEL	8 349

7. Autres informations

►► Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagement assimilés

Le montant provisionné dans les comptes de l'association au titre des engagements pour départ à la retraite s'élève à la clôture de l'exercice à 45 502 euros.

Les hypothèses retenues pour l'évaluation de l'indemnité de départ à la retraite sont :

- Calcul basé sur le salaire en fin de carrière,
- Calcul retenant les droits accumulés en fin de carrière : méthode rétrospective proratisée sur l'ancienneté
- La quotité de droits cumulés en fin de carrière est basée sur la convention collective
- Départ volontaire ou à l'initiative du salarié
- Age de départ à la retraite : 65 ans
- Taux de rotation du personnel : 15 % constant jusqu'à 50 ans pour la catégorie
- Taux moyen d'augmentation des salaires : 1%
- Taux d'actualisation retenu : 1 %
- Taux moyen de charges sociales : 39 %

►► Rémunération des cadres dirigeants

Au sein de l'association, le montant des rémunérations et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés visés par l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif n'est pas communiqué.

►► Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Cadres	2	
Non cadres	17	
TOTAL	19	0

►► Evaluation des contributions volontaires en nature

Modalités de recensement, de quantification et de valorisation retenues :

Un contrat d'engagement entre l'association et le bénévole est établi dans le cadre de sa mission. Une fiche de présence du bénévole et le compte rendu de l'action atteste de sa réalisation. La valorisation est établie aux taux horaires du smic en vigueur et ses charges afférents.

Répartition par nature de produits	N	N-1
Dons en nature		
Prestations en nature	70 593	57 822
Bénévolat	23 657	26 530
TOTAL	94 249	84 352

Répartition par nature de charges	N	N-1
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens	70 593	57 822
Prestations		
Personnel bénévole	23 657	26 530
TOTAL	94 249	84 352

APAS
455 Avenue de Verdun
84488 APT

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Exercice clos le 31 décembre 2023

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

18, avenue du Rhin 67100 STRASBOURG • Tél : 03 90 20 05 80 • NOS BUREAUX : STRASBOURG | METZ | PARIS
E-mail : info@gestion-strategies.fr • Internet : www.gestion-strategies.fr • N° formateur : 426 703 862 67

• SARL au capital de 800 000 € • RCS Strasbourg 495 241 853 • Siret : 495 241 853 00029 • Code APE : 6920Z • TVA intracommunautaire : FR 454 952 418 53
SOCIÉTÉ INSCRITE AU TABLEAU DE L'ORDRE DES EXPERTS COMPTABLES D'ALSACE ET DE LA COMPAGNIE RÉGIONALE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE COLMAR

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale

En application de l'article R. 612-7 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions mentionnées à l'article L. 612-5 du code de commerce qui ont été passées au cours de l'exercice écoulé.

<u>Nature et modalités de la convention</u>	<u>Effet financier sur l'exercice</u>	<u>Administrateurs et salariés concernés</u>
Convention de fonctionnement avec la CAF de Vaucluse	198 104 €	Mme Sylvie Gaillard représentant la CAF
Convention de fonctionnement et projets avec la MSA	5 600 €	Mme Annie Aubert représentant la MSA
Conventions de fonctionnement et projets avec le Conseil Départemental de Vaucluse	44 133 €	Pas de représentant
Conventions de fonctionnement avec la Ville d'Apt	82 800 €	M. Patrick Espitalier adjoint de la Ville d'Apt en charge de l'action sociale
Conventions de mise à disposition de biens avec la Ville d'Apt	70 593 €	M. Patrick Espitalier adjoint de la Ville d'Apt en charge de l'action sociale
Convention de partenariat dans le cadre du contrat de Ville d'Apt avec le Conseil Départementale	5 500 €	Pas de représentant
Convention de partenariat dans le cadre du contrat de Ville d'Apt avec la MSA	1 250 €	Mme Annie Aubert représentant la MSA
Convention de partenariat dans le cadre du contrat de Ville d'Apt avec la ville d'Apt	17 000 €	M. Patrick Espitalier adjoint de la Ville d'Apt en charge de l'action sociale
Convention de partenariat avec l'ANPEP pour la « Plateforme linguistique ». Facturation de l'ANPEP à l'APAS	2 200 €	Mme Ginette Jouve représentant l'APAS au Conseil d'Administration de l'ANPEP

Convention de partenariat avec l'ANPEP pour le « Challenge DELD ». Facturation de l'ANPEP à l'APAS	15 000 €	Mme Ginette Jouve représentant l'APAS au Conseil d'Administration de l'ANPEP
Convention de partenariat avec l'ANPEP pour le projet « Inclusion numérique ». Facturation de l'APAS à l'ANPEP	4 970 €	Mme Ginette Jouve représentant l'APAS au Conseil d'Administration de l'ANPEP

Fait à Strasbourg, le 10 avril 2024

Pour la société AUDITORIA
Dan GOMPEL
Commissaire aux Comptes

Signé électroniquement le 10/04/2024 par
Dan Gompel

